

[mediacites.fr](https://www.mediacites.fr)

Trier les jeunes migrants du Grand Lyon : la mission décriée de Forum réfugiés

Morgane Remy

17-22 minutes

Rue Neyret, à quelques mètres de la montée de la Grande-Côte, dans le 1^{er} arrondissement de Lyon. Cinq jeunes Africains attendent sous la pluie, à la porte du Centre de mise à l'abri et d'évaluation pour mineurs non accompagnés (CMAE) géré par l'association Forum réfugiés-Cosi. Comme tous les jours ou presque, ils viennent demander le résultat de leur « évaluation ». Présamera-t-on – ou non – qu'ils ont moins de dix-huit ans ? Ce ne sera pas pour aujourd'hui, leur annonce-t-on vers 16h30, sans les inviter à entrer.

Dans le groupe, Thomas* [les prénoms suivis d'un astérisque ont été modifiés], originaire de Guinée, lunettes de soleil polarisées sur le nez et ensemble de jogging aux couleurs de l'équipe de France de football – mais avec une seule étoile brodée. « Je suis venu il y a dix jours environ. Ils m'ont posé des questions pendant une heure. J'ai expliqué que j'avais dix-sept ans puis ils m'ont demandé de partir, raconte-t-il. Depuis, je reviens tous les après-midi en espérant savoir ce qu'ils ont pensé de mon évaluation. »

Cet entretien doit confirmer ou infirmer l'âge que les jeunes

migrants annoncent avoir. L'enjeu est crucial. Vital même. Si leur minorité est reconnue, ils seront considérés par la France comme des enfants avant d'être des étrangers. A ce titre, ils pourront bénéficier de l'Aide sociale à l'enfance (ASE), compétence des départements et donc de la Métropole sur le territoire du Grand Lyon, et reprendre leur scolarité. Sinon ? Ils ont toutes les chances d'être reconduits à la frontière.

Depuis un arrêté du 17 novembre 2016, l'évaluation de la minorité d'un migrant prévoit un accueil de cinq jours et un suivi pluridisciplinaire. A l'issue de cette période doit être émis un avis solide sur l'âge du jeune. Dans l'agglomération, la Métropole a confié cette mission à [Forum réfugiés](#). Acteur local incontournable du secteur de l'humanitaire, l'association basée à Villeurbanne est reconnue pour ses actions d'accompagnement des réfugiés et des demandeurs d'asile. Mais en acceptant, dans le cadre d'un marché public, d'évaluer les « mineurs isolés étrangers » à la place de la collectivité, elle se retrouve critiquée de toutes parts. Un professionnel lyonnais du secteur, sous couvert de l'anonymat, résume : « Forum, qui d'habitude se tient aux côtés de ceux qu'il faut aider, fait le sale boulot ».

Externaliser le problème

Tout commence à l'automne 2017. Des associations, enseignants et militants alertent sur ces centaines d'adolescents, originaires d'Afrique subsaharienne pour la grande majorité d'entre eux, qui dorment à la rue [(re)lire [notre enquête de l'époque](#)]. La Métropole n'arrive pas à faire face à l'afflux des jeunes migrants. Son service de la Méomie

(Mission d'évaluation des mineurs isolés étrangers) est alors au bord de l'implosion, comme [nous le révélions fin 2017](#). La réponse du Grand Lyon ? Externaliser le problème.

« La Métropole entend confier à un prestataire la mise à l'abri (premier accueil), l'évaluation et l'orientation des jeunes migrants se présentant comme MNA [mineur non accompagné] », décide la commission permanente du 6 novembre 2017 [*voir le document ci-dessous*]. Un premier [accord-cadre](#) est signé avec Forum réfugiés pour un montant maximum de 2,4 millions d'euros pour un an. Légalement, c'est bien la Métropole qui continue de décréter si un migrant est ou non mineur. Mais elle prendra dorénavant ses décisions à la lumière des évaluations de « son prestataire ».

Celui-ci semble avoir donné satisfaction : le 17 septembre 2018, le Grand Lyon vote une délibération pour prolonger l'action de Forum réfugiés en portant le budget maximum à 3,5 millions d'euros par an, renouvelable trois fois.

Des entretiens d'une ou deux heures

A la Méomie, on souffle... tout en ressentant une sorte d'injustice à constater que des fonds sont débloqués pour mieux être alloués en externe [*lire l'encadré ci-dessous*]. En avril 2018, Forum réfugiés ouvre donc le centre de la rue Neyret, doté de 25 lits et géré par une douzaine d'évaluateurs et d'éducateurs spécialisés. Ils côtoient les jeunes migrants pendant au moins cinq jours. Cinq jours pendant lesquels ils les observent évoluer, interagir les uns avec les autres. Cinq jours pour se forger un avis sur leur âge. Cinq jours ? Sur le papier, car dans les faits...

Comme nous l'écrivions dans [un article publié il y a deux mois](#), pour nombre de jeunes étrangers, faute de places d'hébergement dans le CMAE, l'évaluation de Forum réfugiés se résume à une ou deux heures d'entretien en tête-à-tête. C'est le cas de Thomas croisé devant la porte du CMAE. C'est aussi celui de Djibril*, 16 ans selon ses dires, venu également de Guinée via le Mali, l'Algérie, le Maroc et enfin l'Espagne. Mediacité s l'a longuement rencontré au domicile d'une famille qui l'héberge. « L'entretien avec une jeune femme de Forum a duré deux heures, se souvient-il. Elle m'a dit : "Mon avis comptera beaucoup, car la Méomie suivra mon avis". Quand parfois je restais silencieux parce que je réfléchissais, elle tapait sur la table et me disait : "Tu cherches un mensonge ?" Mais non, c'était faux. Puis, elle m'a conseillé d'aller au collège Maurice Scève [le squat de 200 places dans le 4^e arrondissement]. »

Djibril a attendu un mois le résultat de l'évaluation, qui conclut qu'il est majeur. Beaucoup de jeunes, déjà éprouvés par un périple de souvent plusieurs mois entre l'Afrique et l'Europe, abordent l'entretien stressés. « J'avais envie de bien répondre parce que je voulais étudier et faire du foot mais, avec toutes ces questions de dates, je ne savais plus vraiment... », confie Ousmane*, qui dort actuellement au squat Maurice Scève.





A l'entrée de l'ancien collège Maurice Scève reconverti en squat. Photo : N.Barriquand/Mediacités.

Soufiane* garde lui aussi un mauvais souvenir de son évaluation, passée début 2019 et qui a duré, selon lui, entre « 45 et 50 minutes ». « On était à deux dans une salle. La dame, plutôt jeune, m'a demandé comment j'étais venu. Elle me posait des questions, me faisait dire des choses que je ne savais pas. Elle disait : "Quel âge à ton père ? Et ta mère ?" Moi, je ne sais pas. Elle me demandait : "Pourquoi tu ne connais pas ta date d'anniversaire ?" Je lui répétais : "Je suis de 2003". En Guinée, je n'ai jamais fêté mon anniversaire. On se fiche de la date et du mois, on retient seulement l'année. »

Résultat : deux semaines plus tard, Forum réfugiés pense que Soufiane est majeur. Pour un autre jeune, dans son évaluation récente que Mediacités s'est procurée, l'association s'étonne qu'il n'ait pas été marqué par des manifestations minières qui ont eu lieu, en 2017, dans la ville de Boké, en Guinée. Conséquence : l'évaluatrice émet des doutes dans ses conclusions sur la cohérence du récit du migrant et donc sur son âge déclaré.

Recul du nombre « d'évaluations positives »

Sandrine Rodrigues, [une des avocates](#) du barreau de Lyon les plus impliquées sur le sujet des mineurs étrangers isolés, voyait d'un bon œil la mission de Forum réfugiés. « A l'ouverture du centre en avril 2018, la loi était respectée et les

évaluations concluait très souvent à la minorité des jeunes. Cela semblait correspondre à la réalité que nous constatons sur le terrain, se souvient-elle. Mais dès l'été, la situation s'est dégradée. On en est aujourd'hui à deux fois moins d'évaluations positives. »

Cette impression est confirmée... par l'association Forum réfugiés elle-même. D'après un document interne, que Mediacités a pu consulter, 96% des évaluations concluait à la minorité des jeunes en avril 2018. Cinq mois plus tard, ce taux était tombé à 46%. En janvier 2019, il baissait encore pour s'élever à 42%. La tendance peut s'expliquer, en partie, par un rodage de l'équipe du CMAE. Mais l'ampleur du recul du nombre de dossiers favorables interpelle. A noter qu'au départ, la Méomie ne suivait pas l'avis de l'association dans la majorité des cas. Désormais, le taux de désaccord est proche de zéro.

« S'ils ne répondent pas bien, on juge leur récit incohérent. S'ils répondent bien, on les juge trop matures ! »

« Le problème va bien au-delà des chiffres », poursuit Sandrine Rodrigues qui pointe un effet pervers des évaluations express de Forum réfugiés, en une ou deux heures. « Une fois qu'un jeune est entré dans le processus d'évaluation, cela nous prive de la possibilité de formuler un référé de mise à l'abri », explique l'avocate. Or, à l'image de Thomas, Oussmane ou Sofiane, ils sont nombreux à attendre des semaines – voire plus d'un mois – un résultat de la part de l'association sans qu'une solution d'hébergement ne leur soit proposée. « Je ne sais pas si c'est une parade mais le résultat est là : nous avons moins de leviers juridiques pour les sortir de la rue ou des squats », conclut Sandrine

Rodrigues.

Comme l'ensemble de ses collègues qui s'occupent de dossiers de mineurs isolés étrangers, l'avocate pose la question de la légitimité de Forum réfugiés. L'association est spécialisée en droit des étrangers, pas en droit de l'enfance, qui devrait prédominer ici. « Désormais, la situation est aussi dramatique que lorsque la Méomie se chargeait des évaluations, dénonce Françoise Leclerc, du Réseau éducation sans frontière (RESF), membre du collectif de l'Accueil des mineurs isolés étrangers (Amie). Non seulement, ils [Forum réfugiés] ne prennent pas le temps mais l'entretien est toujours à charge. Comme si le but était de gérer un flux migratoire... On bombarde les jeunes de questions, avec des demandes très spécifiques sur les dates. S'ils ne répondent pas bien, on juge leur récit incohérent. S'ils répondent bien, on les juge trop matures ! » Peu à peu, Forum réfugiés est devenue la bête noire des militants associatifs et des familles qui hébergent les jeunes Africains sans domicile.

Une dizaine de places supplémentaires

« Avec suffisamment de places en aval, le centre peut accueillir 1 350 jeunes par an et nous pouvons les évaluer pendant les jours où ils sont hébergés au CMAE », rappelle inlassablement le directeur général de Forum réfugiés Jean-François Ploquin [*lire encadré En Coulisses*]. C'est juste : avec autant de places à l'année que de mineurs reconnus (1528 jeunes ont été pris en charge en 2018 par la Métropole), le dispositif devrait fonctionner. Problème : à l'issue des cinq jours d'évaluation prévus, les solutions

d'hébergement manquent. Par conséquent, les migrants à l'abri du CMAE restent souvent plus longtemps que prévu.

« Nous ne pouvons pas décemment mettre des mineurs à la rue, poursuit Jean-François Ploquin. Nous décidons donc de parer au plus pressé : dès qu'une place se libère, nous prenons un jeune et pour les autres, nous essayons de faire une évaluation le plus rapidement possible, entre cinq et six jours. »

Le directeur n'ignore pas les critiques dont son association fait l'objet : « Beaucoup d'acteurs sont en colère, à juste titre puisque le système est dépassé. Mais ils se trompent de cible : nous faisons le maximum, sans mettre les mineurs dehors et en respectant les conditions de sécurité. Que tous ceux qui prétendent pouvoir faire mieux le fasse ! » Cela ne dégradera pas « le système », mais Forum réfugiés a réussi à obtenir une dizaine de places supplémentaires pour les mois à venir. Le CMAE aura ainsi les moyens d'accueillir 35 (peut-être même 39) jeunes en même temps.

« Forum réfugiés est dans une situation impossible, analyse François-Régis Lacroix de la Ligue des droits de l'Homme, membre de l'Amie. Mais je fais une distinction entre les salariés, qui font de leur mieux et doivent gérer un conflit éthique qu'on leur impose, et la direction qui a accepté de travailler dans ces conditions en répondant à l'appel d'offres de la Métropole. » En filigrane pointe toujours le même reproche : est-ce à Forum réfugiés de faire le tri entre les jeunes migrants qui frappent à la porte de l'Aide sociale à l'enfance ?

« Ils font ce qu'ils peuvent »

« Ce n'est pas Forum qui décide qui est mineur et qui ne l'est pas, rappelle Olivier Brachet, l'ancien directeur (1985-2009) et figure historique de la structure. Le rôle de l'association, c'est de préparer le dossier le plus complet sur tel ou tel gamin pour celui habilité à prendre la décision, ici la Métropole. Le problème, c'est que faute de temps, le Grand Lyon se retrouve à appeler Forum réfugiés pour lui demander : "Lui, il est mineur ? Et lui ?" Il faudrait être plus précis dans la convention qui lie l'association à la Métropole de Lyon. Sinon, on se met dans la confusion et ce n'est pas bon... »

Cet embarras est palpable en interne. Il s'est exprimé dès la réponse à l'appel d'offres du Grand Lyon. Elle a fait l'objet de deux [conseils d'administration de l'association](#), dont un exceptionnel. Un de ses membres a accepté de confier à Mediacités la teneur des discussions d'une séance de décembre 2017. « Au départ, tout le monde essayait de se dire que cela allait le faire, se souvient-il. Mais, en réalité, nous pouvions percevoir les limites dès la lecture des conditions de l'appel d'offres, notamment sur le fait que nous ne pourrions pas garder l'objectif d'hébergement de cinq jours. La majorité du conseil d'administration a voté pour [répondre à l'appel d'offres], mais cela restait tendu. »

Lors de cette réunion, les représentants du personnel se révèlent être les plus farouches opposants au projet. « Ils ont beaucoup insisté, à raison, sur le rôle des salariés qui rejoignent l'association pour aider les réfugiés et non pour les trier », poursuit notre source. « Ils font ce qu'ils peuvent, commente de son côté Olivier Brachet. Je pense toutefois

qu'ils sont mieux équipés que les agents de la Métropole pour faire face aux récits parfois "hard" d'enfants qui ont traversé des guerres, l'exil, etc. »

« Les appels d'offres publics dans le secteur social offrent une soupape bienvenue »

L'enjeu est aussi financier pour Forum réfugiés. « Comme partout en France : les subventions aux associations reculent et les appels d'offres publics dans le secteur social offrent une soupape bienvenue, analyse Mikis Charalambos, délégué syndical CGT et représentant du personnel. Forum n'échappe pas à ce principe. Aujourd'hui, la mission sur les mineurs isolés constitue une part importante de son budget total [de l'ordre de 10% d'après nos informations], d'autant plus rapportée à l'activité qu'elle représente. »

Pour toucher l'enveloppe maximale de l'accord-cadre, le marché initial de 2018 prévoyait six à sept évaluations par jour ouvré et jusqu'à dix en cas de pic de fréquentation. Soit un rythme de deux évaluations par jour et par professionnel. 325 euros par évaluation avec hébergement, 250 euros sans. « Comment demander aux salariés du CMAE de prendre le recul nécessaire dans un tel contexte ?, interroge Mikis Charalambos. Cette histoire est l'illustration d'un problème de fond : les pouvoirs publics se déresponsabilisent. Et Forum réfugiés se retrouve à pallier les carences de la Métropole. »

Pendant ce temps-là, à la Méomie

Avant avril 2018, un service du Grand Lyon, la Mission d'évaluation et d'orientation des mineurs isolés (Méomie),

gérer les entretiens d'évaluation des jeunes migrants qui se présentaient comme mineur. L'un des objectifs de l'externalisation de cette mission à Forum réfugiés était de libérer du temps aux agents de la Méomie pour l'accompagnement des migrants de moins de dix-huit ans pris en charge. Quel bilan, un an plus tard, pour la douzaine de travailleurs sociaux du service ? « Nous avons en moyenne 110 jeunes à suivre. Au départ, j'essayais de tous les voir mais c'était contre-productif puisque je n'avais plus le temps d'effectuer le travail administratif nécessaire pour les aider. Désormais, je leur demande de me relancer et j'aide ceux qui me sollicitent. C'est injuste mais c'est le mieux que je puisse faire », confie sous le couvert de l'anonymat une salariée de la Méomie.

Soufiane, rencontré par Mediacités, confirme ce fonctionnement. Reconnu mineur par la Métropole, après une procédure devant le juge des enfants en mars, ce jeune Guinéen dort depuis à l'hôtel. Il a vu sa « référente » du Grand Lyon une fois : « Elle m'a laissé son numéro et m'a dit que je pouvais l'appeler si besoin ».

La Méomie peine par ailleurs à recruter. « Tout le monde dans le secteur connaît nos conditions de travail et, même sans l'évaluation qui posait la question éthique du tri, personne ne veut venir », observe notre source interne. Une autre interlocutrice, qui elle aussi ne veut pas s'exprimer publiquement car elle « souhaite continuer sa carrière au sein de la Métropole », s'interroge : « Au lieu de recourir aux services de Forum réfugiés, pourquoi ne pas avoir investi dans notre service pour nous donner de meilleurs moyens de travail et capitaliser sur notre expérience ? »

Pour cet article, nous avons demandé à visiter le centre de la rue Neyret. Refus catégorique de Jean-François Ploquin, dans un mail au ton courroucé. Le directeur de Forum réfugiés-Cosi nous avait pourtant accueillis longuement lors de la préparation d'un précédent article. Mais il n'a pas apprécié que nous associons, dans [notre publication](#), son association aux dysfonctionnements et aux critiques de la prise en charge des mineurs non accompagnés dans le Grand Lyon. Pas de visite et pas de nouvelle interview, donc. Nous avons alors exploité, pour l'article que vous venez de lire, des propos que Jean-François Ploquin nous avait tenus lors de notre entretien du 27 février dernier. Nous avons déjà abordé avec lui les accusations des militants à l'encontre de Forum réfugiés.

En parallèle, nous avons échangé, en off, avec des salariés de Forum réfugiés. Tous s'interrogent sur la décision de l'association de répondre à l'appel d'offres de la Métropole. Tous nos interlocuteurs se sont aussi inquiétés de ne pas se faire « repérer par la direction ». Beaucoup nous ont signalé que des consignes avaient été données de ne pas parler à la presse afin que chaque information diffusée sur Forum réfugiés soit contrôlée et validée en amont. Certaines de nos sources étaient aux prises avec un sentiment contradictoire : nous parler pour dénoncer une situation qu'ils considèrent problématique tout préservant l'équipe du centre de la rue Neyret, déjà sous pression.

Si vous souhaitez nous adresser des documents en passant par une plateforme sécurisée et anonymisée, connectez-vous à pals.mediacites.fr



